

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : AFR 44/012/2010 (Public)

ÉFAI

11 août 2010

Nigeria. Un défenseur des droits humains battu à en perdre connaissance à un barrage policier

Amnesty International a condamné ce mercredi 11 août l'agression illégale de Sebastian Kpalap, défenseur des droits humains et de son beau-frère, Sunday Pilla et demande instamment aux autorités nigérianes d'ouvrir immédiatement une enquête sur les faits qui se sont produits. Les deux hommes ont été brutalement agressés après avoir refusé de payer un dessous-de-table à un policier à un barrage de police dans l'État de Rivers au Nigeria.

Les deux hommes ont été agressés devant le poste principal de police divisionnaire de Kpor, dans l'État de Rivers, le 1^{er} août 2010. Ils rentraient de la ville de Bodo où ils étaient allés acheter du vin de palme pour les obsèques du père de Sebastian Kpalap. Alors qu'ils passaient en moto devant le poste de police, ils ont été arrêtés par un policier en uniforme qui leur a réclamé 50 nairas. Comme ils refusaient de payer, le policier a frappé Sunday Pilla à la tête avec un bâton. Selon Sebastian Kpalap, quatre autres policiers en civil qui se trouvaient devant le poste de police ont alors prêté main forte au premier policier et brutalisé Sunday Pilla. Lorsque Sebastian Kpalap leur a demandé d'arrêter, ils l'ont frappé à la tête avec un bâton jusqu'à ce qu'il perde conscience. Sunday Pilla a perdu connaissance sous les coups et a été emmené à l'intérieur du poste de police.

Lorsqu'il est revenu à lui, Sebastian Kpalap est entré dans le poste de police où il a trouvé Sunday Pilla allongé inconscient sur le sol. Les deux hommes ont été détenus au poste de police pendant environ cinq heures, durant lesquelles on leur a refusé tout soin médical et tout contact avec un avocat. Sebastian Kpalap a pu contacter le coordinateur de l'organisation non gouvernementale pour laquelle il travaille, le Centre pour l'environnement, les droits humains et le développement (CEHRD) et cette organisation a finalement réussi à faire libérer les deux hommes. Sunday Pilla et Sebastian Kpalap sont alors partis à l'hôpital général de Terabor, où ils ont été soignés.

Les policiers ont ensuite affirmé que Sebastian Kpalap avait tenté de désarmer un policier et que Sunday Pilla avait frappé ce même policier.

L'agression dont ont été victimes Sebastian Kpalap et Sunday Pilla doit faire l'objet d'une enquête approfondie et les auteurs des violences doivent être poursuivis en justice. Les autorités doivent envoyer un signal clair montrant que de tels actes ne sauraient être tolérés et que les auteurs de brutalités auront à rendre des comptes.

Complément d'information

La Force de police du Nigeria opère dans un climat de quasi impunité en matière de recours à la force illégale, détentions arbitraires, exécutions extrajudiciaires, disparitions et actes de torture.

Les chauffeurs d'entreprises commerciales et autres usagers de la route sont souvent arrêtés par des

barrages de police et contraints de payer des pots-de-vin pour pouvoir continuer leur route. Dans son rapport du 9 décembre 2009, *Nigeria. Ils tuent à leur gré. Exécutions extrajudiciaires et autres homicides illégaux commis par la police au Nigeria* (AFR 44/038/2010), Amnesty International établit une liste des violations des droits humains commises par la Force de police du Nigeria, au rang desquelles figure l'exécution d'une balle dans la tête des chauffeurs refusant de payer des pots-de-vin aux points de contrôle routiers.

- *Le 26 mai 2010, Justine Ljeomah, secrétaire de l'Organisation des libertés publiques (CLO) a été agressé par un policier alors qu'il se trouvait en garde à vue au poste de police de Mile 1. Il avait été arrêté parce qu'un jeune pour lequel il s'était porté garant ne s'était pas présenté au poste de police à l'heure prévue.*
- *Le 23 avril 2010, quatre membres du personnel de l'Organisation des libertés publiques (CLO) de l'État de Rivers, parmi lesquels Justine Ljeomah, avaient été interceptés par des policiers et tandis que le véhicule était fouillé, un policier avait menacé de les abattre. Emmenés au poste de police d'Olu Obasanjo, ils avaient été ensuite remis en liberté par le commissaire divisionnaire.*
- *Le 5 avril, trois défenseurs des droits humains de l'organisation non gouvernementale Action sociale ont été agressés et placés en détention par des policiers à Port Harcourt.*

50 naïras équivalent à 0,25 €